

Investir pour l'avenir: des exemples de dépenses efficaces

Favoriser le dialogue social au niveau de l'UE

Le groupe socialiste est fermement convaincu que le succès de la stratégie de Lisbonne dépend entre autres d'un dialogue social fort et dynamique tant au niveau national qu'au niveau européen. À la suite de fortes pressions exercées par notre groupe politique, la Commission européenne a finalement décidé de présenter pendant l'été 2008 une communication importante intitulée: "Un agenda social renouvelé: opportunités, accès et solidarité dans l'Europe du XXIe siècle", qui comportait une série de mesures bienvenues et un appel clair et univoque aux partenaires sociaux pour qu'ils s'impliquent davantage dans l'élaboration de la politique sociale de l'UE.

Nous pensons que, pour atteindre cet objectif, les syndicats doivent bénéficier d'un soutien plein et entier, afin de leur donner les moyens de réellement participer aux négociations, de lancer des campagnes publiques, de développer leur expertise et d'améliorer la formation de leurs membres, etc. ce qui leur permettra de faire entendre leur voix. À de nombreuses occasions, les membres du groupe socialiste ont demandé un financement meilleur et plus approprié pour les activités syndicales au niveau de l'UE. Mais une forte coalition de membres libéraux et PPE ont toujours réussi à nous empêcher d'atteindre cet objectif légitime. Le dernier exemple en date remonte au vote sur le budget 2009, deux mois après la publication de la communication de la Commission européenne évoquée ci-dessus.

Résultats du vote Votes sur le rapport Haug - budget 2009 - section Commission, le 23 octobre 2008

Ligne budgétaire: "Préconsultations syndicales"

(Augmenter les crédits pour le budget 2009 au-delà du montant proposé par la Commission européenne afin de le porter au moins au niveau du budget 2008, compte tenu de l'inflation)

	pour	%	contre	%	abstention	%
PPE-DE	11	49%	209	94,5%	1	0,4%
PSE	162	99,3%	1	0,7%	-	
ADLE	9	12,1%	65	87,8%	-	
VERTS	33	97%	-		1	3%
GUE	24	96%	1	4%	-	

Ligne budgétaire: "Relations industrielles et dialogue social"

(Augmenter les crédits pour le budget 2009 au-delà du montant proposé par la Commission européenne afin de le porter au moins au niveau du budget 2008, compte tenu de l'inflation)

	pour	%	contre	%	abstention	%
PPE-DE	1	0,4%	217	99,5%	-	
PSE	162	98,7%	2	1,3%	-	
ADLE	8	10,8%	66	89,2%	-	
VERTS	30	85%	4	11,4%	1	2,8%
GUE	24	96%	1	4%	-	

Ligne budgétaire: "Actions de formation et d'information en faveur des organisations de travailleurs"

(Augmenter les crédits pour le budget 2009 au-delà du montant proposé par la Commission européenne afin de le porter au moins au niveau du budget 2008, compte tenu de l'inflation)

	pour	%	contre	%	abstention	%
PPE-DE	3	0,4%	217	99,5%	-	
PSE	162	98,7%	1	1,3%	-	
ADLE	8	10,8%	66	89,2%	-	
VERTS		85%	33	11,4%	1	2,8%
GUE	24	96%	1	4%	-	

Ligne budgétaire: "Information, consultation et participation des représentants des entreprises"

(Augmenter les crédits pour le budget 2009 au-delà du montant proposé par la Commission européenne afin de le porter au moins au niveau du budget 2008, compte tenu de l'inflation)

	pour	%	contre	%	abstention	%
PPE-DE	3	1,3%	214	98,6%	-	
PSE	165	100%	-		-	
ADLE	9	12,3%	64	87,6%		
VERTS	-		35	97,2%	1	2,7%
GUE	24	96%	1	4%	-	

Ligne budgétaire: "EURES (réseau européen de services)"

(Augmenter les crédits pour le budget 2009 au-delà du montant proposé par la Commission européenne afin de le porter au moins au niveau du budget 2008, compte tenu de l'inflation)

	pour	%	contre	%	abstentions	%
PPE-DE	3	1,3%	218	98,6%	-	
PSE	163	100%	-		-	
ADLE	7	9,8%	64	90,1%	-	
VERTS	1	2,7%	34	94,4%	1	2,7%
GUE	25	100%	-	-	-	

**L'Union européenne en tant qu'acteur mondial:
propager la paix, la stabilité et le développement durable au-delà de nos frontières**

Afin d'améliorer les processus de décision dans les affaires étrangères, les socialistes se sont engagés fermement en faveur de la mise sur pied d'un réseau de prévention des conflits. Aujourd'hui, son rôle est pleinement reconnu dans le budget européen. Afin de lutter contre la pauvreté et de prévenir les conflits provoqués par les changements climatiques, le groupe socialiste a veillé à ce que de nouveaux fonds soient disponibles pour renforcer la coopération entre pays en développement dans la gestion de l'eau. Les socialistes ont lancé une initiative visant à lutter contre le trafic des armes de petit calibre. Trois ans plus tard, ce projet est devenu un tel succès qu'une ligne budgétaire spécifique a été créée en 2008 afin de pérenniser cette action.

Galileo

Galileo constitue un grand projet industriel européen qui facilitera la vie quotidienne des citoyens. D'ici 2013, il dotera l'UE d'un système de navigation par satellite qui offrira une large gamme de services autres que le voyage, notamment les communications et l'observation de la Terre. Contrairement au système des États-Unis, Galileo sera géré par des autorités civiles et aura une fiabilité élevée. Ce sera le premier grand projet industriel de l'Union européenne à 27 États, qui apportera à l'ensemble de l'Union nombre d'innovations technologiques et de créations d'emplois. Depuis que la Commission a proposé Galileo en 1999, les députés socialistes ont joué un rôle déterminant et ont à toutes les étapes apporté leur soutien au projet. Ils ont été à l'origine des efforts déployés en 2001 et 2002 pour préserver le caractère européen du projet, alors que d'autres préféraient une approche intergouvernementale et diplomatique moins efficace. Plus récemment, ils ont joué un rôle moteur dans l'examen parlementaire des textes sur lesquels repose le projet.

Enfin, lorsque le moment est venu de démêler les aspects financiers du projet et que les ministres des finances de certains États membres ont plaidé pour un financement intergouvernemental, les députés socialistes ont, à l'unanimité, insisté sur un financement communautaire, qui est seul à offrir la garantie de progrès rapides pour un projet qui aura coûté 3,4 milliards d'euros en 2013. Après de longues négociations, ils sont parvenus à convaincre les ministres des finances de libérer les fonds européens nécessaires en ayant en partie recours aux fonds inutilisés du budget 2007. Avec les socialistes, l'Europe de l'avenir, l'Europe de l'innovation, peut avancer.

**L'éducation et la formation tout au long de la vie:
Erasmus, Leonardo, Comenius ... Donner vie à l'Europe de la formation et favoriser les échanges.**

Les députés socialistes ont joué un rôle moteur pour accroître le financement du programme 2007-2013 pour l'éducation et la formation tout au long de la vie. Un milliard d'euros seront affectés chaque année à ce programme. Cela permettra à plus de 222 000 jeunes d'étudier à l'étranger dans le cadre du programme Erasmus. 70 000 autres jeunes bénéficieront d'une formation professionnelle et quelque 1 400 formateurs d'adultes participeront à des programmes de mobilité. Les membres du groupe socialiste veulent que ces mesures profitent à un plus grand nombre. Ils ont persuadé la Commission européenne d'essayer de nouveaux concepts tels que un Erasmus pour les apprentis, un Erasmus pour les jeunes entrepreneurs et un Erasmus pour les écoles secondaires. Ces essais deviendront bientôt des programmes à plus long terme avec des budgets annuels plus importants.

Soutien pour les petites et moyennes entreprises et pour les très petites entreprises

En Europe, l'artisanat et les petites et moyennes entreprises représentent plus de 90 % des emplois. Durant tout le mandat 2004-2009, les députés socialistes ont avancé de nouvelles idées pour veiller à ce que l'Europe prenne mieux en compte la nature de ces entreprises et adapte ses politiques à leurs besoins. Les députés socialistes ont aussi présenté des propositions novatrices sur le tutorat, le capital-risque, les garanties d'emprunts et la promotion d'une innovation respectueuse de l'environnement.